

Fiche

Pendant le second Empire, la société française connaît d'importantes mutations. L'industrialisation, favorisée par le gouvernement, s'accompagne de la construction d'importantes infrastructures et d'une révolution du commerce. Ces éléments sont pris en compte par l'État, mais les réponses ne suffisent pas à empêcher l'émergence de nouvelles forces sociales et politiques. Quoi qu'il en soit, le second Empire apparaît comme une des étapes importantes pour la croissance économique de la France et son entrée dans une économie contemporaine. L'empereur a mis en œuvre à la fois des mesures économiques libérales et une législation sociale d'inspiration saint-simonienne.

I. Une période d'essor économique

Le second Empire bénéficie d'un contexte favorable. En effet, de 1848 à 1873, l'Europe connaît une importante croissance économique. À cette époque, la Grande-Bretagne est « l'usine du monde ». Un des objectifs de l'empereur est de la concurrencer en rattrapant le retard de la France dans le cadre de la première révolution industrielle.

1. De nouveaux modes de production

- Cette politique implique un renouvellement des modes de production et la constitution d'une industrie puissante, reposant sur des entreprises solides. **L'adoption de la machine à vapeur, la constitution d'usines à proximité des sites d'extraction du charbon et du fer révolutionnent la géographie de l'industrie française.** Outre la région parisienne, des centres de métallurgie et d'industrie de machines-outils émergent dans le nord de la France, en Lorraine, mais aussi dans des centres comme Le Creuzot, où la famille Schneider contribue à la naissance d'une ville centrée sur l'industrie.
- Les usines deviennent de plus en plus vastes, automatisées et nécessitant une main-d'œuvre importante. **Outre la métallurgie, le textile constitue la base de la croissance**, notamment dans le Nord, dans les villes de Roubaix ou Tourcoing.
- **La production industrielle du pays augmente à peu près de 2 % par an**, sans toutefois réussir à rattraper celle de la Grande-Bretagne.

2. La révolution des transports

- Une véritable **révolution des transports** accompagne ce mouvement, permettant la circulation des produits des mines, des industries et des campagnes. La première ligne de chemin de fer avait ouvert en France en 1823 et un premier essor avait eu lieu sous la monarchie de Juillet. Depuis 1838, le réseau français est polarisé à Paris et organisé « en étoile ».
- C'est sur cette base qu'en 1859, sur proposition du duc de Morny, Napoléon III organise six grandes compagnies privées qui obtiennent chacune en concession une partie du réseau national. Dès lors, le réseau s'accroît notablement puisqu'il passe de 3 500 km en 1851 à près de 20 000 km en 1870. 110 millions de voyageurs et 45 millions de tonnes de marchandises circulent sur le réseau en 1869. Depuis 1854, l'empereur dispose d'un train personnel et sillonne le pays montrant ainsi combien il soutient cet aspect de la modernisation du pays.
- Le **réseau de canaux** est également complété, en Île-de-France et dans les pays miniers du Nord et de l'Est, permettant le transport des matériaux pondéreux. Des travaux importants sont réalisés dans **les ports**, comme dans le cas du bassin de la Joliette à Marseille, entrepris en 1844 mais achevé sous le second Empire. La mise en place d'un **réseau moderne de télégraphie** est également un des acquis du régime.

3. Le renouveau du commerce et de la finance

- Dans le domaine du commerce et de la finance, Napoléon III agit pour créer un contexte favorable. Afin de financer l'industrie et les transports, **le système bancaire est modernisé**. En 1852 sont créés le Crédit foncier et le Crédit agricole, grâce à des lois facilitant les rendements de l'épargne, le Crédit Lyonnais et le Crédit industriel et commercial le sont peu après. **La masse monétaire s'accroît fortement**, grâce à l'afflux d'or depuis la Californie, qui permet à la Banque de France d'augmenter son encaisse. **L'actionnariat est favorisé** par la loi instituant les sociétés par actions en 1856. Toutefois, cette politique conduit parfois à des spéculations hasardeuses, comme le montre la faillite du Crédit mobilier en 1867.
- En matière de commerce international, le gouvernement fait le choix du **libéralisme**. Mettant fin au protectionnisme, pourtant souhaité par la plupart des patrons, Napoléon III signe en 1860 un accord de **libre-échange** avec la Grande-Bretagne, avant que d'autres ne soient conclus avec les autres États voisins de la France. Ceci stimule l'investissement dans les entreprises françaises, stimulées par la concurrence.
- Le commerce à destination du public est révolutionné par la naissance des **grands magasins**, proposant aux élites mais aussi à la moyenne bourgeoisie des temples du commerce, immenses édifices dans lesquels il est possible d'acquérir les meilleures productions

textiles ou artisanales et industrielles. On peut citer le Bon Marché qui ouvre à Paris en 1852, fondé par Boucicaut, suivi par le Printemps en 1865, dirigé par Jaluzot.

Exercice n°1

II. Une période de mutations sociales

1. Anciennes et nouvelles élites

- Le second Empire est un régime qui tente de s'attacher, grâce au contexte de croissance économique, à la fois les anciennes et les nouvelles élites. L'ancienne aristocratie et la noblesse d'empire conservent un rôle important, mais on trouve également à la cour des familiers de l'empereur comme Morny ou Persigny.
- Dans les grandes villes, de nouvelles figures de grands patrons de banque ou d'industrie s'affirment toutefois. On peut citer comme exemple de ces réussites le cas des frères Pereire. Émile et Isaac Pereire constituent un groupement d'entreprises dans tous les secteurs dynamiques de l'économie : chemins de fer, banque, commerce. Ils contribuent à la fondation de nouvelles cités balnéaires, comme Arcachon et sa Ville d'Hiver, et à l'essor du thermalisme, mis à la mode par l'empereur lui-même, avec l'établissement thermal de Vichy.
- La petite et la moyenne bourgeoisie s'affirment de plus en plus, calquant ses goûts sur ceux des élites, mais dans la mesure de ses moyens.

2. Le monde rural et ses mutations

- Dans les campagnes, les mutations sont importantes. Le chemin de fer conduit à la spécialisation de certaines zones. En Île-de-France, le vignoble décline face à la possibilité de disposer de vins provenant d'autres régions. Il est peu à peu remplacé par les cultures de primeurs. Dans certaines régions peu fertiles, le gouvernement fait planter des forêts de pins destinées à la production de bois. C'est l'origine de la forêt des Landes, qui remplace des espaces marécageux.
- Les sociétés rurales restent marquées par le poids des notables. Le clergé et l'aristocratie, mais aussi les notables comme le médecin ou le notaire, ou encore les bourgeois disposant de maisons de campagnes construites suivant le modèle des châteaux de l'Ancien Régime, contrôlent la société rurale et assurent le relai des décisions gouvernementales.
- Le décollage économique conduit également à l'apparition d'un premier exode rural, conduisant de jeunes ruraux à se faire embaucher comme ouvriers dans les villes et les jeunes rurales à s'y rendre pour devenir domestiques. Ils contribuent ainsi à l'urbanisation croissante du pays.

3. La grande mutation des villes

Le baron Haussmann en 1860



- **Ce sont les grandes villes qui connaissent les plus profondes mutations.** En cinq ans, de 1851 à 1856, Paris gagne plus de 100 000 habitants, passant de 1 050 000 habitants à 1 175 000. En 1853, Napoléon III nomme **Georges Eugène Haussmann** préfet de Paris. Il commence alors à mettre en œuvre un plan transformant Paris en ville moderne. En 1860, l'annexion des communes voisines permet d'accroître la surface de la ville et lui fait gagner 500 000 habitants de plus.

- Le préfet fait tracer de nouvelles artères dans les quartiers anciens pour les rendre plus salubres et faciliter les interventions des forces de l'ordre. Les anciens monuments, comme Notre-Dame, sont dégagés par de vastes places. Dans les quartiers nouveaux, ces grandes voies préparent la croissance de la ville. De nouveaux monuments emblématiques sont entrepris, comme l'Opéra de Paris, œuvre de l'architecte Charles Garnier.

- Un réseau moderne d'égouts est créé, et deux vastes espaces boisés sont conservés pour servir de « poumons » à la capitale : le bois de Vincennes et celui de Boulogne. D'autres villes de France connaissent des mutations comparables, comme à Lyon, grâce à des maires dynamiques souhaitant renouveler l'espace urbain. En 1855 et en 1867, des **expositions universelles** sont organisées dans la capitale, qui acquiert ainsi une renommée mondiale.

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

III. Le gouvernement face à la question sociale

Face à ces changements, de nouvelles questions sociales se posent. Le gouvernement ne parvient à y répondre que partiellement.

1. Les premières lois sociales

- Napoléon III est lié au mouvement du **socialisme saint-simonien**. Fondé au début du XIX^e siècle par Claude-Henri de Saint-Simon, il avait pour but d'améliorer la condition ouvrière en développant les solidarités et la fraternité au sein du monde ouvrier.

- Le souverain met donc en place, pour la première fois en France, une **législation sociale**. En 1864, il fait abroger, par la loi Ollivier, la loi Le Chapelier, qui interdisait les grèves depuis 1791. **Le droit de grève est ainsi accordé aux travailleurs**. Le droit d'association leur est accordé en 1866, mais pas encore celui de constituer des syndicats à proprement parler.

2. La structuration des mouvements ouvriers

- Pourtant, le gouvernement peine à rallier le monde ouvrier. En effet, de nouvelles organisations le structurent désormais à l'échelle de l'Europe. **En 1864 est fondée l'Association internationale des travailleurs (AIT), appelée plus généralement l'Internationale.** Elle s'appuie sur les idées développées par Karl Marx, qui prône une lutte directe contre le patronat et les gouvernements et entend donner un contenu politique aux luttes sociales.
- Eugène Varlin et Benoît Malon, membres influents de l'Internationale lui donnent pour mot d'ordre d'accomplir une « révolution politique » en faveur du prolétariat. S'ils ne sont pas majoritaires au sein de la classe ouvrière, ces mouvements gagnent en influence.

3. De nouvelles formes de contestations

- Le gouvernement mène une **politique répressive** contre les mouvements ouvriers révolutionnaires, arrêtant les chefs incitant à une action radicale. Ce divorce entre le régime et les ouvriers montre les limites de la politique de ralliement à Napoléon III. À cela s'ajoute le divorce entre l'empereur et certains intellectuels.
- Les critiques émises par Victor Hugo font gagner du terrain aux idées républicaines. Même s'ils furent publiés à partir de 1871, après la chute du second Empire, les romans de la série des Rougon-Macquart d'Émile Zola donnent une idée des insuffisances des élites face aux attentes d'une société en profonde évolution.

 [Exercice n°4](#)

 [Exercice n°5](#)